



Préfet du Val-de-Marne

dossier n° DP 094 028 20 C4025

date de dépôt : 24 février 2020

demandeur : Préfecture du Val-de-Marne,
représentée par Monsieur le Préfet Raymond
LE DEUN

pour : Remplacement des menuiseries
extérieures bois par des ouvrages sur
mesures reproduisant les détails et
modénatures existants.

adresse terrain : 23 rue des Mèches, à Créteil
(94000)

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de l'État

Le Préfet du Val-de-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la déclaration préalable présentée le 24 février 2020 par la Préfecture du Val-de-Marne, représentée par Monsieur le Préfet Raymond LE DEUN, demeurant 21-29 avenue du général de Gaulle - Préfecture du Val-de-Marne, 94038 Créteil Cedex ;

Vu le délai d'instruction de 2 mois notifié le 28 février 2020 et la date limite d'instruction en découlant prenant fin le 24 avril 2020 ;

Vu l'article 12 ter de l'ordonnance modifiée n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, qui prévoit que les délais d'instruction des demandes d'autorisation qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020 sont, à cette date, suspendus, et reprennent leur cours à compter du 24 mai 2020 ;

Vu le non-écoulement du délai d'instruction de la demande au 12 mars 2020, la suspension de ce délai et sa reprise dans les conditions citées ci-avant, et la nouvelle date limite d'instruction par conséquent fixée au 06 juillet 2020 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour le remplacement des menuiseries extérieures bois par des ouvrages sur mesures reproduisant les détails et modénatures existants. ;
- sur un terrain situé 23 rue des Mèches, à Créteil (94000) ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande, prévu à l'article R. 423-6 du code de l'urbanisme, en date du 02 mars 2020 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Créteil approuvé par décision du conseil municipal en date du 08 décembre 2013, mis en compatibilité le 24 décembre 2014, mis à jour le 04 septembre 2018 et modifié en dernier lieu le 19 juin 2019 ;

Vu l'accord de l'architecte des Bâtiments de France, en date du 22 juin 2020 ;

Vu l'avis favorable du Maire au titre du code de l'urbanisme en date du 05 mars 2020 ;

Sur proposition favorable du directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement du Val-de-Marne, au titre du code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à Créteil, le

02 JUL. 2020

Pour le Préfet et par délégation,

La responsable du Pôle
Application du Droit des Sols

Nathalie DEMIS - GREPT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (Tribunal administratif de Melun : 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée 2 fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.